

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de mise en demeure

pris en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement

pris à l'encontre de la société ADLER PELZER France West

***de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement
qu'elle exploite sur la commune de Mornac***

Le préfet de la Charente

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement (CE), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 Avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 août 2000 complété par les arrêtés des 7 décembre 2001 et 8 mars 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 24 février 2026, faisant suite à l'inspection du 23 février 2026, et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au courriel, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées par courriel en date du 8 mars 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 23 février 2026, il a été constaté des manquements notables dans l'exploitation du site :

- l'installation d'extinction automatique d'incendie existante n'est pas conforme et ne présente pas un caractère permettant de garantir son bon fonctionnement en cas de nécessité ; des remises à niveau du système existant et la modification du local sources s'avèrent nécessaires (écart à l'article 2.4.6 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé) ;

- les installations électriques du site présentent des non-conformités récurrentes (y compris au niveau des armoires électriques où des anomalies ont été observées lors des derniers contrôles thermographiques) qui sont susceptibles d'entraîner un risque d'incendie et d'explosion (écart à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé) ;

Considérant que les travaux pour lever les non-conformités sus-citées font l'objet d'un plan d'actions déjà lancé pour ce qui concerne le système d'extinction automatique et qu'au regard des montants mis en jeu, la mise à niveau des installations est susceptible de prendre plusieurs mois et qu'il convient de définir une limite calendaire pour la réalisation des travaux ;

Considérant que les anomalies relevées sur les installations électriques sont récurrentes, pour nombre d'entre elles, et que la société ADLER PELZER France West n'a pas été en mesure, lors de la visite d'inspection du 23 février 2026, de justifier de la réalisation des travaux nécessaires au traitement de l'ensemble desdites anomalies et ainsi de justifier d'un entretien en bon état de ces installations ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des arrêtés ministériels susvisés ;

Considérant que ces manquements constituent des manquements ayant un impact sur le niveau de maîtrise du risque incendie notamment ;

Considérant que face à ces manquements et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 (point I) du même code en mettant en demeure la société ADLER PELZER France West de respecter les prescriptions des dispositions des articles susvisés ;

Considérant que par courriel du 8 mars 2026 susvisé, l'exploitant a précisé s'engager à la levée des non-conformités électriques et à améliorer la situation de l'établissement d'ici le mois d'août 2026 et qu'il est bien attendu que les non-conformités électriques occasionnant un risque d'incendie et d'explosion soient levées à cette échéance ;

Considérant que par courriel du 8 mars 2026 susvisé, l'exploitant a précisé que la mise à niveau du sprinklage se fera essentiellement pour le bâtiment 709 (représentant 80 % de la production du site) et par la modification du local sources du site desservant également le sprinklage des autres bâtiments. ;

Considérant que pour les autres bâtiments du site, l'exploitant souhaite maintenir le sprinklage existant du site et en accord avec son assureur, mettre en place une détection automatique d'incendie en vue de détecter de façon précoce un incendie et prendre les dispositions nécessaires pour y remédier ;

Considérant que la mise en demeure est adaptée pour cibler la mise en conformité du sprinklage du bâtiment 709 desservi par un local sources mis en conformité intégralement et que la mise en conformité des autres bâtiments par l'ajout d'une détection incendie fera l'objet de prescriptions complémentaires proposées au travers d'un acte préfectoral distinct de celui-ci ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Charente ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société **ADLER PELZER France West**, sise sur le territoire de la commune de Mornac dans la zone d'activité de La Braconne, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- au plus tard pour la fin du mois d'août 2026 : de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé : en procédant à la mise en conformité des installations électriques en corrigeant les non-conformités observées lors des dernières vérifications annuelles (y compris au niveau des armoires électriques où des anomalies ont été observées lors des derniers contrôles thermographiques) occasionnant des risques d'incendie et d'explosion. La justification de la levée des non-conformités sera transmise à l'inspection ainsi qu'une copie du rapport de vérification des installations électriques et des certificats Q18 et Q19 négatifs, suivant cette même échéance ;

- au plus tard à la fin du mois de décembre 2026 : de l'article 2.4.6 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé : en mettant à niveau le sprinklage existant pour le bâtiment 709 pour remédier aux non-conformités observées lors des vérifications semestrielles et en vue de répondre à un référentiel normatif reconnu (APSAD, NFPA par exemple...) et en modifiant le local sources desservant le sprinklage du site. Les justifications de conformité de l'installation par rapport au référentiel reconnu et de levée des non-conformités affectant le sprinklage du bâtiment 709 seront transmises à l'inspection, suivant cette même échéance. Ces justifications devront permettre de démontrer l'absence de risque de mise en échec potentiel du système d'extinction par sprinklage desservant le bâtiment 9.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers (86) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Mornac et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Mornac pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pour une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Charente, le maire de Mornac et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la **société ADLER PELZER France West** .

Angoulême

Le préfet